

Activisme et business: l'engagement pro-Assad des proches de Le Pen

PAR MARINE TURCHI
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 25 FÉVRIER 2014

Farouchement opposée à une intervention militaire en Syrie, Marine Le Pen s'est toujours refusée à condamner le régime syrien. Dans son parti comme dans son entourage, ils sont plusieurs à soutenir publiquement Bachar al-Assad. Certains travaillent même avec le régime.

Une « *décision très lourde de conséquences dramatiques* », qui causera « *un terrible engrenage* » et « *une escalade dans la violence* ». Dans le débat sur une possible intervention militaire de la France en Syrie, Marine Le Pen **s'est violemment insurgée** contre un soutien français aux rebelles, en agitant un argument : le risque islamiste (« *Les rebelles syriens marchent main dans la main avec al-Qaida* », **répète-t-elle**).

[[lire_aussi]]

Ce positionnement s'inscrit dans la continuité de celui de Jean-Marie Le Pen, qui a défendu quasi systématiquement les dictatures arabes depuis le début des années 1990 : Saddam Hussein en Irak, Bachar al-Assad en Syrie, **les partisans de Kadhafi en Libye**. Mais la ligne de Marine Le Pen s'explique aussi par un autre élément, souvent passé sous silence :

dans son parti comme dans son entourage, ils sont plusieurs à soutenir publiquement Bachar al-Assad. Certains travaillent même avec le régime.



Jean-Marie Le Pen reçu par Saddam Hussein à Bagdad le 9 novembre 1990. © Capture d'écran INA.

Dès le début de la répression en Syrie, le Front national avait implicitement défendu Bachar al-Assad. **En octobre 2011**, Jean-Marie Le Pen estime que « *le gouvernement syrien était légitimé dans sa lutte contre les bandes armées qui voulaient s'emparer du pouvoir* » et dénonce « *la technique mensongère de la propagande des médias français* » qui « *veulent de toute évidence le renversement de Bachar al-Assad et la subversion de la Syrie* ».

En août 2012, Louis Aliot, le numéro deux du parti, invoque lui une « *parité dans les massacres* » en Syrie, renvoyant dos à dos le régime et les rebelles. En mars dernier, c'est au tour de la députée Marion Maréchal-Le Pen de vanter **les « deux mérites »** du régime de Bachar al-Assad, en reprenant les arguments diffusés par les pro-Assad : le régime « *préserver(ait) relativement les droits des femmes* » et ferait « *cohabiter pacifiquement des minorités qui demain vont se faire massacrer* ».

Sur le sujet, Marine Le Pen s'en est longtemps sortie avec des pirouettes, pour éviter d'avoir à condamner le régime syrien (exemple **sur France 2 en février 2012**). Ainsi, en avril 2011, elle préfère fustiger « *l'ingérence* » de la diplomatie française : « *Pourquoi la Libye et pas la Syrie, pourquoi ne pas être intervenus à Bahreïn ? J'en conclus qu'il y a les gentils dictateurs et les méchants dictateurs.* »

Fin août, elle s'est engouffrée dans l'opposition à une intervention militaire française en Syrie. Le 29 août, elle diffuse sur Twitter un logo "Non à la guerre en Syrie" et invite ses militants à l'afficher :



Le 5 septembre, elle enregistre une vidéo expliquant « pourquoi il faut dire non à la guerre en Syrie ». Elle y dénonce une « diplomatie de l'émotion » et de « l'asservissement » qui consiste à « taper coûte que coûte contre la Syrie » :

Si Marine Le Pen refuse de condamner le régime syrien, c'est parce qu'au FN comme dans une partie de son entourage, ils sont plusieurs à afficher un soutien indéfectible au président Bachar al-Assad.

C'est le cas de Christian Bouchet, candidat FN aux cantonales de 2011, aux législatives de 2012 et aux municipales de 2014 à Nantes (Loire-Atlantique). Défenseur notoire de Mahmoud Ahmadinejad et Bachar al-Assad, il a animé le site VoxNR, nationaliste-révolutionnaire, antisioniste et pro-Iranien. Après son voyage en Syrie, il avait donné, le 29 septembre 2011, une conférence sur « la situation réelle » syrienne, au Local de Serge Ayoub, le leader des Jeunesses nationalistes révolutionnaires (JNR), **groupuscule dissous** après la mort de Clément Méric.



Christian Bouchet: affiche annonçant la venue de Christian Bouchet au Local en 2011 et son affiche de candidat FN aux législatives de 2012.



Marine Le Pen et Christian Bouchet (à droite) lors de la présentation des têtes de liste des Pays de la Loire, le 26 septembre 2009. © Reflexes

Son fils, Gauthier Bouchet, figure sur la liste FN pour les municipales à Saint-Nazaire et est membre de la délégation "communication numérique" du parti. Lors d'un voyage en Syrie avec son père, à l'été 2011, il a posé devant un portrait de Bachar al-Assad.



Gauthier Bouchet posant devant un portrait de Bachar al-Assad, à l'été 2011, en Syrie. © dr



Gauthier Bouchet posant avec Marine Le Pen. © dr

Mi-juin, une importante délégation de partis européens d'extrême droite s'est rendue en Syrie pour rencontrer et soutenir Bachar al-Assad, comme le rapporte *Courrier International*. Parmi eux, des représentants du Front national, mais aussi le chef du British National Party, le sulfureux Nick Griffin, **qui avait défilé aux côtés du FN** le 13 janvier, lors de la manif anti-mariage pour tous.

Les affaires d'un proche de Marine Le Pen avec le régime

Dans l'entourage de Marine Le Pen, certains travaillent même avec le régime syrien. Comme son conseiller officiel Frédéric Chatillon. « *Vieux pote de faculté* » de la présidente du FN, cet ancien chef du Groupe union défense (GUD) a été prestataire de sa campagne présidentielle 2012, avec sa société de communication Riwal. Ces dernières années, cette

même société Riwal a perçu entre 100 000 et 150 000 euros par an du régime syrien, pour gérer sa communication.



Frédéric Chatillon accompagnant Marine Le Pen lors de son voyage en Italie, le 22 octobre 2011. © Capture d'écran d'un documentaire de Canal Plus.

Officiellement, des opérations de communication et de marketing qui concernaient le ministère syrien du tourisme et la promotion du pays. Frédéric Chatillon a notamment organisé la visite du ministre du tourisme, Saadallah Agha al-Qalaa, à Paris, en 2008. Riwal a aussi ouvert **un bureau à Damas** pour démarcher les sociétés et les institutions syriennes cherchant à s'implanter en France.

Ces affaires ont fait l'objet d'une enquête de la brigade financière (close en avril 2012) pendant plus d'un an, **comme l'avait révélé Mediapart**. Les prestations ont été payées par virements de l'ambassade de Syrie en France. Ces flux financiers, provenant du compte Crédit Lyonnais de l'ambassade, auraient été à l'origine de l'investigation.

« *La Syrie, c'est un client* », expliquait Frédéric Chatillon à Mediapart, en juillet 2012, réfutant tout « *cadeau du régime* » mais aussi toute « *dimension politique* ». Pourtant, cette dimension ressort clairement de ses visites en Syrie. À l'été 2006, Chatillon accompagne l'ex-FN Alain Soral et Dieudonné – « *un pote* » – à Damas.



F.Chatillon (polo rouge) en Syrie à l'été 2006 avec Ahmed Moualek (Labanlieuesprime), Dieudonné, Thierry Meyssan, Alain Soral. © dr

En mars 2008, il s'affiche, avec Dieudonné, aux côtés de certains dignitaires syriens, notamment Manaf Tlass, le fils du général et ancien ministre de la défense, ami d'enfance de Bachar al-Assad (qui a fait défection en juillet 2012). « *J'ai eu d'excellents contacts avec la famille Tlass, le père avant, les enfants aujourd'hui. Manaf reste un ami, on s'est vu récemment à Paris* », avait expliqué Chatillon à Mediapart.



Frédéric Chatillon avec Manaf Tlass et Dieudonné, en Syrie, en 2008. © Reflexes

Un autre ardent défenseur de Bachar al-Assad était du voyage : l'auteur conspirationniste Thierry Meyssan, **qui nie aujourd'hui** la révolution syrienne et crie à la manipulation s'agissant des attaques au gaz chimique.



Frédéric Chatillon avec Manaf Tlass et Dieudonné et le conspirationniste Thierry Meyssan (tout à droite), en 2008, en Syrie. © Reflexes

En juin 2011, Chatillon parraine la création du site **Infosyrie.fr**, « *organe de réinformation* » à la gloire du régime (fermé en janvier 2013). Parallèlement, il dénonce, sur la page Facebook du groupe We Are Syria, « *le lobby sioniste (aux ordres duquel est la presse française)* » qui « *rêve de déstabiliser votre magnifique pays* ». « *Tous ceux qui participent directement ou indirectement à ces manifestations se font complices de ce lobby* », écrit-il le 26 mars 2011.

En octobre de la même année, dans une période de répression accrue, il est aperçu à la manifestation de soutien au régime syrien (*photos en page 3*). On le voit

même embrasser Ginette Hess-Skandrani, exclue des verts pour sa proximité avec les milieux négationnistes et colistière de Dieudonné en 2009 (*voir aussi les images de Canal Plus*) :



Frédéric Chatillon salue Ginette Hess-Skandrani lors du rassemblement de soutien à Bachar al-Assad, à Paris, le 30 octobre 2011. © Capture d'écran d'un documentaire de Canal Plus.

Nationaliste révolutionnaire, depuis longtemps proche des Syriens du parti Baas, Chatillon mène sur les réseaux sociaux une campagne active contre l'intervention militaire en Syrie :



Trois des nombreux tweets de Frédéric Chatillon contre l'intervention en Syrie. © Twitter / Frédéric Chatillon

Le 2 septembre, il est « *passé* » au rassemblement anti-intervention en Syrie organisé près de l'Assemblée nationale (*dont voici les images*). Contacté par Mediapart, il ne fait pas mystère de son « *avis personnel* » : « *Le régime se défend comme il peut, il a raison. Ce n'est pas le monstre que décrivent les médias. Aujourd'hui on cherche un prétexte pour le bombarder. Mais les vrais barbares sont du côté des rebelles* », estime-t-il. Il poursuit : « *Il n'y aura pas d'alternative démocratique. C'est devenu très manichéen. Soit on laisse les rebelles au pouvoir, et ce sera la catastrophe ; ou bien le régime reste en place et il pourra peut-être évoluer, avec l'influence de la Russie.* »

Aujourd'hui, « *le business avec la Syrie est à zéro étant donné la situation* », explique-t-il. Mais il indique avoir « *maintenu son bureau à Damas* » et ses « *structures* » car « *il a beaucoup investi* » et « *garde espoir* » que les affaires reprennent. Fin

juin-début juillet, il s'est d'ailleurs lui-même rendu à Damas pour rencontrer ses contacts. Mais ce proche de la présidente du FN réfute être une « *courroie de transmission entre Marine (Le Pen) et le régime* ».

La Syrie au cœur de la galaxie du GUD

Chatillon n'est pas le seul à s'être affiché au rassemblement pro-régime de 2011. Ce jour-là, un autre personnage de la galaxie FN était présent : Olivier Duguet, qui fut le trésorier du micro-parti de Marine Le Pen, "Jeanne", jusqu'en mars 2012.



Frédéric Chatillon (cercle violet) et Olivier Duguet (cercle vert) lors du rassemblement pro-Bachar al-Assad le 30 octobre 2011. © Reflexes



Frédéric Chatillon (cercle violet) et Olivier Duguet (cercle vert) lors du rassemblement pro-Bachar al-Assad le 30 octobre 2011. © Reflexes



Olivier Duguet (à gauche) et Frédéric Chatillon (à droite) lors du même rassemblement. © Capture d'écran d'un documentaire de Canal Plus.

Interrogé sur sa présence à ce rassemblement, Olivier Duguet esquivé et évoque « *une relation amicale* » avec Frédéric Chatillon « *qui justifie que vous ayez pu m'apercevoir à ses côtés sur certains clichés à certaines occasions* ». Tout en précisant que c'est une opinion qui « *reste encore libre en France* ».

Ancien du GUD lui aussi, Duguet est effectivement un proche de Chatillon. Les deux hommes sont actionnaires de la société Dreamwell, qui officie dans le secteur de la publicité et de la promotion du tourisme : Riwal détient 55 % du capital et

Olivier Duguet 15 %. La troisième actionnaire (à hauteur de 30 %) est une certaine Nancy Idris – qui apparaît sous son nom de jeune fille, Nancy Walschap, comme l'avait déjà relevé le site **Reflexes**. Elle est la directrice de l'agence Adonis Travel, l'un des plus grands tour-opérateurs en Syrie et au Moyen-Orient, qui possède **de nombreux bureaux**.

STATUTS
DREAMWELL

dette du Tribunal
Commerce de Par.
13 FEV. 2013
N° DE DÉPÔT

Société à Responsabilité Limitée
au capital de 20.000 Euros

Siège social :
159 avenue Malakoff
75016 PARIS

10 B. 9235

Les soussignés :

Madame Nancy WALSCHAP
de nationalité belge, mariée.

Monsieur Olivier DUGUET
de nationalité française, célibataire.

Le **Sarl RIWAL Communication** au capital de 15 200 € immatriculée au RCS Paris B 400 363 198 et dont le siège social est 39, rue Vincennes 75116 Paris prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés au dit siège

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une Société à Responsabilité Limitée devant exister entre eux.

*Certifié conforme
au Statut
S. Plénel*

Les statuts de la société Dreamwell.

Coordonnées
Adonis Travel & Tourisme
Rond Point - Rixhe Building
6000 Brussels - Léon
Tél : 0032 29 95 99
Fax : 0032 29 03 51
E-Mail : adonis@adonis-travel.com
Site Internet : <http://www.adonis-travel.com>

Structure
Type d'établissement : Direction régionale
Forme juridique : Société à Responsabilité Limitée
Date de création : Janvier 1991
Inscrite (Création) : 1
SIRET : 520 20 08 30 00 01
Marques déposées : Adonis Travel & Tourisme
Principales actionnaires : Chassan IDRIS & Nancy IDRIS

Activité(s)
Tour Opérateur avec bureaux implantés en Syrie - Liban - Jordanie - Turquie - Yémen - Oman - Émirats et Dubaï

Savoir-Faire

> Tourisme & Loisirs (Agences & Offices du Tourisme, Gîtes, Services de réservation...)
> Agences de voyages - Offices du Tourisme & Tours opératoire
> Séjours & Voyages d'Affaires

Contact :
Nancy Idris
Directrice d'Agence
Tél : +0031 13 13 48 50 Fax : +0031 13 11 05 24
E-Mail : nidris@adonis-travel.com

Dirigeants / Responsables
Nancy Idris
Directrice d'Agence
Tél : +0031 13 13 48 50 Fax : +0031 13
E-Mail : nidris@adonis-travel.com

Les coordonnées de la société Adonis travel and tourism, où Nancy Idris apparaît comme directrice.

Contactée, Nancy Idris explique avoir « rencontré Frédéric (Chatillon) par son beau-père (le père de sa femme Marie d'Herbais, employée au service communication du Front national, nldr), qui était un client, dans les années 2006-2007 ». « Frédéric aime la Syrie, on était souvent en contact, on est devenus amis. Nous voulions nous étendre, on avait de grands projets ensemble, le printemps arabe en a décidé autrement », ajoute-t-elle.

Les liens entre Adonis Travel et Riwal sont étroits : leurs bureaux syriens respectifs se trouvent à la même adresse. « C'est grâce à eux que j'ai trouvé le bureau », confirme Frédéric Chatillon. « Nous devons nous appuyer sur leurs connexions pour nous développer au Yémen et dans la région. »

Comme d'autres sociétés de la nébuleuse du GUD, Dreamwell était initialement installée au 111, avenue Victor-Hugo, dans le XVI^e arrondissement de Paris, avant de déménager fin 2012. L'adresse n'est pas inconnue : c'est ici qu'a été domiciliée Jeanne, l'association de financement de Marine Le Pen.



La une du magazine Cigale consacré à la Syrie, en 2008.

Les liens avec la Syrie transparaissent dans une autre société de la galaxie du GUD : Taliesin, dont les actionnaires-fondateurs étaient Philippe Péninque, lui aussi ex-gudard et proche de Marine Le Pen, et Jildaz Mahé O'Chinal, proche de Chatillon et compagnon de la présidente du micro-parti de Le Pen, Florence Lagarde. Taliesin édite le magazine *Cigale*, un gratuit distribué dans les boulangeries d'Île-de-France. En 2008, le mensuel a consacré un numéro spécial à la Syrie (**présenté dans ce clip**), avec de nombreux annonceurs locaux et un jeu-concours dont l'agence de tourisme n'était autre qu'Adonis Travel.

Marine Le Pen n'aime pas parler des amitiés syriennes de son entourage. Lorsqu'on l'interroge sur le sujet, elle ne qualifie plus Frédéric Chatillon d'« ami », comme elle l'avait fait **dans Le Monde**, mais comme un «

prestataire de service ». Questionnée sur France Inter pendant la campagne présidentielle de 2012, elle avait violemment réagi (*vidéo ci-dessous à partir de 11'*) :

À deux reprises, en juillet 2012 et pour cet article, Mediapart a sollicité Marine Le Pen sur son positionnement par rapport à Bachar al-Assad et sur les liens étroits d'une partie de son entourage avec le régime syrien. La présidente du FN s'est toujours refusée à nous répondre sur ce sujet (*lire notre boîte noire*).

Boîte noire

Nancy Idris et Frédéric Chatillon ont été interviewés le 9 septembre par téléphone. Mediapart avait déjà rencontré F. Chatillon le 5 juillet 2012, dans le cadre **d'un premier article** consacré à ses affaires en Syrie.

Contacté, Olivier Duguet n'a pas souhaité nous rencontrer et n'a accepté de répondre à nos questions que par email.

Sollicités par l'intermédiaire de la directrice de cabinet de Marine Le Pen, la présidente du FN et son bras droit Florian Philippot (vice-président du FN) n'ont pas donné suite à nos demandes d'entretien. De même que Christian et Gauthier Bouchet, sollicités à deux reprises via la responsable du FN de Loire-Atlantique.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 32 137,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.